

LA CRISE ARGENTINE, UN REGARD DE LA CAMPAGNE

Marcelo E. Sili

Chercheur associé à Dynamique Rurale (Université Toulouse Le Mirail – France)
Chercheur CONICET (Argentine)
Coordinateur PRORURAL (Argentine)
Professeur au Département de Géographie, Universidad Nacional del Sur, Bahía Blanca,
Argentine
Buenos Aires 26, 8500 Viedma, Argentine, sili@impsat1.com.ar

L'Argentine a connu à la fin de l'année 2001 la crise la plus brutale et profonde de son histoire. Celle-ci est le produit de divers phénomènes articulés entre eux : une dette extérieure impressionnante, un appareil productif sous-utilisé, un niveau de corruption très inquiétant, une perte de confiance totale dans la classe politique et syndicale, une détérioration persistante des conditions sociales et économiques, etc.

Néanmoins, cette crise a ouvert un espace pour de nouvelles opportunités soucieuses de construire un modèle différent de développement national du point de vue politico-institutionnel, mais aussi socio-économique et territorial.

Dans cet article, nous cherchons à montrer comment, à partir de la crise de décembre 2001, commence à se former un nouveau scénario territorial en Argentine, commandé par le secteur agricole, un des seuls qui émergea avec force du processus dévaluatoire. En effet, celui-ci s'oppose aux secteurs de services dont l'apogée dans les années 90 et la crise qui lui succéda démontrèrent clairement leur incapacité à soutenir le développement national.

1. La crise Argentine

Comprendre la crise argentine implique de comprendre l'échec du plan de convertibilité mis en marche en 1991. L'objectif poursuivi était alors de retirer à l'Etat toutes ses activités productives, déréguler et libérer les marchés dans le but d'accroître la compétitivité du pays. Les moyens les plus importants furent la création du peso (à parité avec le dollar) et l'implantation d'une politique d'ouverture progressive.

L'assurance du change assuré par la convertibilité fixe entre peso et dollar fut la base d'une mauvaise assignation des ressources et le point de départ de la perte de compétitivité de l'agriculture. En effet, la baisse des coûts de production (donc de vente) ne compensèrent pas l'augmentation du change, ce qui fut préjudiciable aux exportations. De cette manière, au début des années 90, le secteur productif agricole argentin entra en crise par la cause d'un défaut de rentabilité structurel.

Malgré ce contexte de faible rentabilité des secteurs productifs traditionnels (industrie, agriculture), l'Argentine acheta durant la décennie, infrastructures et services pour plus de 120.000 millions de dollars, notamment en Europe et aux Etats-Unis. La modernisation et les profits les plus importants furent aux bénéfices des fonds de pension (8.600 millions de dollars de commissions), les banques, les assurances, l'immobilier, la téléphonie, les péages routiers les plus utilisés, les centres commerciaux, les quartiers "fermés" et

sécurisés, en somme tous les services majoritairement urbains financés sur la dette extérieure.

Or ce processus de génération de services financiers liés à la consommation ne produit pas les ressources nécessaires au remboursement de la dette publique et privée. En cela, Il fut clairement visualisé par les entreprises transnationales et les banques qui dès 1997 commencèrent à retirer leurs fonds et leurs investissements, alors que le déficit de compétitivité et de développement du système productif augmentait le "risque" dans le pays. Et si le système financier argentin ne s'effondra pas à la fin de la décennie 90, ce fut seulement parce que les organismes financiers internationaux continuèrent à financer la fuite de capitaux.

Dans le secteur agricole et rural, le plan de convertibilité fut accompagné d'autres moyens complémentaires comme la suppression des monopoles de concentration des produits frais, la réduction des tarifs douaniers et impôts à l'import-export, la disparition des organismes régulateurs de la production et de la commercialisation, la flexibilisation des marchés de capitaux, la dérégulation et la privatisation des services publics, etc.

Ces mesures, ajoutées à la faiblesse des financements et aux taux d'intérêts élevés, générèrent une forte augmentation des coûts d'exploitation agricole (main d'œuvre, coût de la vie de famille, etc.). celle-ci contraint les producteurs au changement d'échelle productive, générant par suite une période de concentration de la propriété terrienne, de plus en plus soumise aux investisseurs urbains et étrangers.

On estime que plus de 50% de la superficie productive de l'Argentine n'est plus travaillée par leur propriétaire, mais par des employés sous contrats. Ce phénomène généra naturellement la marginalisation des petits producteurs qui durent vendre leurs exploitation et migrer vers les centres urbains à la recherche de nouvelles opportunités de travail, ou bien se maintenir dans les zones rurales dans des conditions généralement précaires.

Ainsi le modèle adopté au début des années 60, basé sur le développement de l'agriculture familiale laissa place à un modèle de développement agricole entrepreneurial caractérisé par une haute modernisation technologique (mécanisation, utilisation intensive d'intrants : engrais, pesticides...) et la concentration de la terre en partie dans les mains de nouveau acteurs.

De fait, les zones rurales associées au modèle de production traditionnel et de bas niveau technologique furent systématiquement marginalisées, par le fait qu'elles ne parvinrent jamais au niveau d'échelle ou de compétitivité nécessaire pour s'intégrer de manière durable au marché global.

A l'inverse, dans d'autres espaces se renforcèrent des processus sélectifs de développement agro-industriel s'appuyant sur des superficies immenses et de grandes entreprises dédiées à l'export. La conséquence en est duale : d'une part, une forte dépendance des localités aux grandes entreprises (ce qui les rattachent au lieu, ce sont seulement les avantages comparatifs -impôts- provinciaux ou locaux), qui en cas de perte de rentabilité délocalisent leur site très facilement. D'autre part, le phénomène produit des « déserts verts » : de vastes zones rurales liées aux complexes agro-industriels traditionnels (oléagineux, viandes, céréales, etc.) qui commencèrent à fonctionner comme espaces productifs sans population, avec un haut niveau de technologie importée, peu de main d'œuvre, et une production entièrement vouée à l'exportation.

Parallèlement à ce processus de différenciation territoriale se produisit une réorganisation des aires urbaines vers le renforcement de la concentration économique-productive sur l'axe Buenos Aires - Rosario, et autour de noyaux urbains possédant une tradition

industrielle et universitaire comme Rosario, cordoba ou Mendoza. Si bien que dans les années 90 la marginalité, la pauvreté et la violence affectèrent d'abord ces zones, lesquelles se développaient grâce aux nouveaux services (port, téléphonie, infrastructures, etc.). Le phénomène est aussi flagrant dans les zones de transit de marchandises (villes de frontières ou portuaires comme Bahía Blanca, ou Necochea-Quequén), qui accueillirent de nouveaux investissements et des flux massifs de marchandises intraMercosur et internationaux.

Ainsi, la décennie 90 fut sélective en terme de développement territorial. Au développement et à la modernisation de certaines aires urbaines directement liées aux services et à la consommation de haute gamme, s'oppose la détérioration de vastes zones industrielles et rurales du pays.

2. La crise de 2001 et son impact sur le secteur agricole

En décembre 2001 la crise en Argentine se déchaîna et impliqua la rupture avec le modèle antérieur. L'endettement extérieur extrême, les hauts niveaux de chômage et de marginalité, la faible productivité de l'économie nationale, la surévaluation du peso par rapport au dollar et la fuite massive des capitaux se combinèrent pour créer un état de chaos. Ce dernier frappa toutes les dimensions de la vie nationale, affectant la gouvernabilité, accroissant de manière spectaculaire le nombre de pauvres et de marginaux, et situant l'Argentine comme pays de haut risques en termes d'investissements.

L'effondrement de l'économie nationale ne frappa pas tout le pays ni toutes les activités de manière égale. Certains secteurs industriels liés à la substitution des importations et le secteur agricole lié à l'exportation entamèrent un processus de « récupération » après plusieurs années de décadence. 4 facteurs permettent ce changement :

- Le facteur fondamental est la dévaluation qui engendra un taux de change bien plus élevé. Celui-ci permit une augmentation des prix de nombreux produits et intrants, affectant le pouvoir d'achat de la population en général, mais aida d'autre part à améliorer substantiellement la rentabilité de la production des biens d'exportation. En effet, l'inflation actuelle est de 100% tandis que la dévaluation fut de 350%. Cela signifie que malgré l'augmentation des prix des productions, ces dernières seront vendues en dollar surévalués, c'est à dire pour les producteurs agricoles, une rentabilité élevée.
- Au moment du processus de dévaluation, le secteur agricole en général se trouvait dans une situation d'endettement profond vis à vis des banques privées et Nationale. La « pésification » des dettes (conversion de la dette des dollars en pesos) permit aux producteurs de rapidement les rembourser : en effet, alors qu'ils cotisaient en dollars, les dettes se maintenaient en pesos. Ainsi des milliers de producteurs purent solder leurs dettes, lever leurs hypothèques et consolider leur patrimoine.
- Quand la crise s'abattit les agriculteurs conservaient leurs productions, aussi cela leur permit-il de vendre alors que leur valeur était plus haute en dollars.
- Enfin, au moment de la crise les prix internationaux des céréales commencèrent à s'élever. Les producteurs purent vendre avec des prix en dollars supérieurs aux prix antérieurs. La hausse de prix des produits agricoles permit aux agriculteurs de neutraliser les effets des « rétentions agricoles » -20% d'impôts sur les exportations- instaurées par l'Etat au début 2002.

La conséquence de tous ces facteurs est le redressement des secteurs agricole et forestier dans tout le pays et des exportations en particulier, générant 1.000 millions de dollars d'excédents par mois, situation inédite dans la dernière décennie. En fonction de ce scénario nous prévoyons une forte croissance des exportations nationales, non

seulement de la part des grandes entreprises, mais aussi des petites et moyennes entreprises agro-industrielles.

Ceci est envisageable également par le fait que de plus en plus les producteurs argentins reprennent le contrôle de leur production, aux détriments des grandes entreprises exportatrices. En effet, traditionnellement la capacité de stockage de l'économie argentine était aux mains des exportateurs et située près des ports ; elle conditionnait les agriculteurs à travailler pour eux. En définitive, le marché était déterminé par ceux qui possédaient la capacité de stockage. Aujourd'hui l'utilisation de nouvelles formes de stockage (silos, emballages) octroie aux producteurs locaux une plus grande indépendance, et leur permettent de mieux gérer la commercialisation et d'autofinancer leurs productions (car il n'y a plus de crédits disponibles) pour les campagnes agricoles à venir. En ce sens, la crise permet aux producteurs non seulement d'améliorer la rentabilité de leur production, mais aussi de trouver l'indépendance vis à vis des grands groupes économiques et financiers qui avaient durant la décennie 90 les monopoles du stockage et de la commercialisation.

3. Le tournant dans les campagnes

La crise de décembre 2001 généra en Argentine un chambardement brutal aux niveaux économique, politique et social. Elle changea aussi la vision des argentins sur le développement de leur pays et sur leur territoire. Jusqu'à ce moment fatidique, les stratégies de développement reposaient sur les secteurs financiers et de services. Organisés depuis Buenos aires autres grandes villes, le développement et la modernisation étaient patrimoine urbain.

L'abandon de la convertibilité et de tout le dispositif économique et financier qui la soutenait (services financiers et urbains) engendra un changement net. Les secteurs florissants des années 90 (services commerciaux, assurances, services financiers, sécurité social, etc.) sont plongés dans une crise profonde et licencient massivement. Les activités agro-industrielles exportatrices et les industries substitutives aux importations, quand à elles redeviennent performantes et se développent. Cette situation tient un corollaire territorial et change les « milieux » du développement : les centres urbains cessent d'être l'unique axe de modernisation, au profit des aires industrielles des villes moyennes et des zones rurales.

Ainsi la crise se transforme-t-elle en une nouvelle opportunité pour les aires rurales. Les zones de faible rentabilité frappées par l'exode, connaissent aujourd'hui une ère de développement et de renaissance. Néanmoins, cela n'est possible qu'à partir d'un processus migratoire de la ville vers la campagne qui concerne trois types d'acteurs : les personnes marginalisées par le système urbain qui viennent trouver des opportunités de travail à la campagne, les néoruraux qui recherchent dans la campagne un nouveau style de vie, et enfin les acteurs qui recherchent dans les zones rurales de nouvelles possibilités d'investissements dans le secteur primaire.

Dans le cas des personnes migrant de la ville à la campagne, il s'agit de recherche de travail ou d'études. Ces acteurs n'ont pas trouvé en ville la possibilité de développer leurs activités et après plusieurs années d'échec en ville se tournent vers les zones rurales, où généralement ils possèdent un environnement familial qui leur permettent de survivre.

Le second phénomène correspond aux personnes qui voient le monde rural comme un espace de développement personnel. Il s'agit de personnes originaires de grandes villes, notamment de Buenos Aires, qui migrent vers le monde rural sans pour autant tenir de relation historique avec lui. Ce choix répond d'abord au désir de trouver de meilleures conditions de vies que celles offertes par la ville, que ce soit en terme environnemental, que de sécurité ou de disponibilité de temps, etc. Ces personnes sont à la recherche de

nouvelles valeurs, de nouveaux styles de vie, de plus de tranquillité, de plus d'espace, de lieux où ils peuvent disposer de temps pour s'adonner aux activités familiales, sociales, ou de loisirs, et pour redécouvrir les valeurs traditionnelles de la terre et les liens communautaires que jamais le modèle de modernisation de fut en mesure de générer.

Enfin, le troisième type d'acteurs vient à la campagne acheter des terres pour y développer une activité productive ; agriculture, élevage ou autre activité non traditionnelle, en forme personnelle ou mandatées par des personnes spécialisées. Ce processus qui s'est déchaîné au cours des années 90 et c'est accentué avec la crise de 2001 est entrain de changer le visage des espaces ruraux en générant de nouvelles innovations et de processus productifs et technologiques dans les zones rurales traditionnelles. Même si ces nouveaux acteurs agricoles sont délocalisés des processus locaux de développement (car ils sont directement liés à la ville régionale), ils sont néanmoins responsables de l'accroissement de production qui découle de l'application de nouveaux modèles de gestion, et aux investissements lourds réalisés dans les processus productifs.

Ces processus qui se sont consolidés à partir de la crise de 2001 manifestent une redécouverte des espaces ruraux comme milieu de progrès, de changement social et de qualité de vie. Ils vont de pair avec la perte d'intérêt envers les zones urbaines, qui traditionnellement et notamment dans les années 90, étaient considérées comme le siège et le phare de la modernité.

Pour conclusion

La crise argentine de la fin 2001 est significative à plusieurs points de vue. Sans omettre les graves effets sur l'économie et sur la société argentine, elle permet de donner un nouveau sens et de nouvelles valeurs aux zones rurales du pays. Elles ne sont plus aujourd'hui considérées comme un espace marginal et de faible valeur pour le développement, mais comme des lieux ouverts à de nouveaux projets et de nouveaux modèles de développement économique et social. Ainsi, depuis la crise, non seulement le monde rural change, mais aussi la façon dont les sociétés urbaines d'Argentine perçoivent et redécouvrent le « pays intérieur ».

Pour que ce processus de changement soit durable, qu'il puisse se construire une nouvelle géographie économique au niveau national, et une alternative de développement à long terme, il est nécessaire de mettre en marche un agenda politique pour le développement rural et agricole. Sans cet agenda politique, l'Argentine continuera à faire fausse route et ne profitera jamais des enseignements ni des opportunités laissées par la crise.

SILI, M. (1995). « Las políticas macroeconómicas del ajuste estructural y su impacto territorial en la Argentina de los 90 », *Yearbook, Conference of Latin Americanist Geographers*, Vol. 21, pp. 77-90.

SILI, M. (2000). *Los espacios de la crisis rural. Geografía de una Pampa olvidada*. EdiUns. Bahía Blanca, 2000. 179 p.